Solidaires BERCY

LE COUP DE GRIFFE

Juin 2025

Un jour sans fin : l'austérité budgétaire

En avril dernier a été publié le dernier « Baromètre des services publics ». À l'inverse des nombreux discours entendus ici ou là et loin des clichés et des stéréotypes brandis par certain.es responsables politiques, le résultat de cette étude montre que les usager.es sont satisfaits de la qualité des services rendus (69 %). L'école, les hôpitaux, la gendarmerie et les services des impôts affichent les plus hauts taux de satisfaction. Et ce malgré la casse de ces mêmes services publics, le rabotage continuel de leurs moyens et de leurs effectifs…

Dans la même étude, parmi les améliorations attendues par les usager.es, il y a la facilité d'accès et la réduction des délais de traitement.

Difficile de répondre à ces attentes en continuant à supprimer encore des emplois, en supprimant encore des implantations locales, en supprimant encore (ou bien en les externalisant) des missions… C'est pourtant l'exercice auquel les administrations sont invitées à se livrer par le gouvernement sous couvert d'une « revue des missions » qui n'est en réalité qu'une recherche d'économies supplémentaires.

À force de gratter des emplois un peu partout, de pressurer nos administrations, de les restructurer, de les transformer, il n'est pas étonnant que les agent.es soient plus nombreux à souffrir de leurs conditions de travail et à s'interroger sur la pertinence de leur travail. Et ce ne sont pas les non résultats du « conclave » sur les retraites qui seront de nature à les rassurer sur la prise en compte de ces difficultés !

Le budget ne sera connu que mi-juillet (au mieux !) et redira certainement à quel point le gouvernement n'a que faire de l'état des services publics et des agent.es qui les composent : économies, coupes budgétaires, austérité seront les maîtres mots de ce budget… Sans prendre en compte le fait que mettre à mal les services publics contribuent aussi à mettre à mal les usager.es et leurs besoins, besoins vitaux pour certaines parties de la population…

Malgré tout ça (ou plutôt à cause de ça !), **Solidaires Bercy** vous souhaite un bel été.

Actualités

Signez et faites signer…

La pétition sur le paiement des jours d'absence ! Cette pétition revendique le maintien de la rémunération à 100 % pendant les congés de maladie. En plus du jour de carence, le gouvernement a aussi décidé d'amputer de 10 % les rémunérations des agent.es en arrêt maladie. Et si plutôt que d'aggraver les finances des agent.es, le gouvernement se posait la question de la dégradation des conditions de travail qui entraînent ces arrêts ?
Signez la pétition sur notre site.

Alan ? Le pire choix !

Le choix de l'opérateur ALAN reste pour Solidaires le choix du pire : l'ouverture d'un champ nouveau à un opérateur privé hors du champ mutualiste, rupture avec le passé historique mutualiste du ministère.

Malgré le rejet du recours par la MGEFI, il y a toujours des questions sur les conditions de passage de ce marché, sur l'indispensable transparence, sur la fiabilité du système qui pourrait se mettre en place et sur la sécurité des données.
C'est une bataille de longue haleine pour défendre les valeurs portées par Solidaires et les intérêts des agent.es.

Les femmes enceintes aussi !

Depuis le 1er mars 2025, les femmes placées en congés maladie durant leur grossesse subiront elles aussi une perte de 10 % de leur rémunération. Toutes les organisations syndicales sont montées au front contre ce qui constitue une discrimination sexiste manifeste ! L'éloignement domicile-travail induisant des temps de transports longs, la dureté de certains emplois rendent nécessaires ces arrêts qui ne sont pas directement liés à la grossesse (comme le congé pathologique ou le congé maternité). Cette absence de prise en compte des conditions de travail des femmes enceintes démontre que la recherche d'économie fait perdre tout bon sens au gouvernement !

solidaires-bercy@syndicats.finances.gouv.fr / www.sudcm.org

En direct de...

Avoir des élu.es dans les instances paritaires, cela veut dire des participations aux réunions des groupes de travail thématiques. Pour Solidaires Bercy, c'est l'occasion de poser des questions et de vous faire part des réponses et de faire avancer nos revendications.

...une réunion d'un groupe de travail sur les contractuel.les

L'administration a présenté un guide destiné aux contractuel.les. Si ce type d'outil est toujours nécessaire, sur ce sujet et sur bien d'autres, il faut se poser la question de la pertinence des informations données et de la diffusion du document : rien de pire qu'un guide qui finit dans des tiroirs parce qu'obsolète dès sa parution !

Par exemple, le guide semble restreint aux contractuel. les embauché.es au secrétariat général, l'ensemble des missions de l'administration centrale et de ses directions n'étant pas présentées. Autre difficulté : Solidaires Bercy a relevé le manque de précisions pour certaines procédures à suivre (arrêts de travail, indemnisations pendant les arrêts maladie, saisine de la CCP...). Selon nous, il manque un livret destiné aux agent.es contractuel.les managers sur les ressources humaines et les statuts des agent.es qu'elles vont encadrer (déroulement de carrière, évaluation, prévention des risques professionnels et puis, un second sur la protection sociale (garanties statutaires, PSC, médecine de prévention...).

Solidaires Bercy a profité de cette réunion pour relancer une question déjà posée : l'état d'avancement du chantier de la subrogation des indemnités journalières, véritable enjeu pour nos collègues contractuel.les.

...une réunion d'un groupe de travail sur le retour à l'emploi

À la demande de Solidaires Bercy (il y a plus de deux ans !) s'est enfin tenue une réunion destinée à poser les bases de procédures pour que les retours à l'emploi après de longues absences soient mieux appréhendés. On a vu trop souvent des collègues revenir après une absence (quelle que soit la raison : congés parental, maternité, longue maladie, fin de détachement...) et se trouver perdu, en décalage, voire en souffrance...

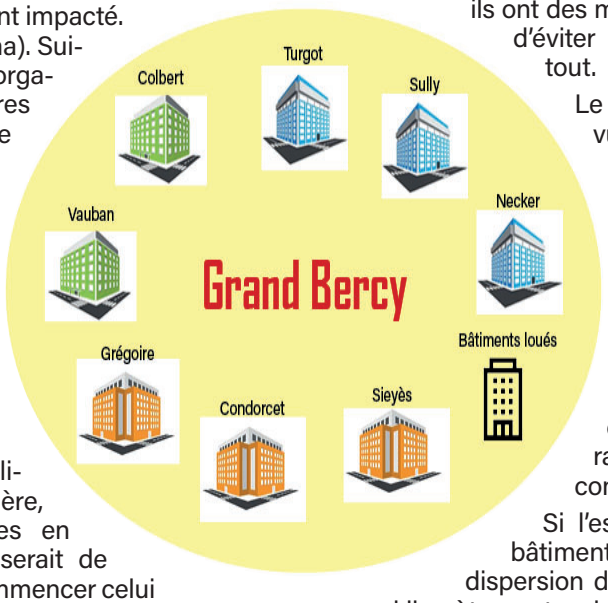
Dorénavant, un processus d'accueil pourra être enclenché avant le retour, ce qui permettra d'appréhender les éventuelles difficultés de celui-ci. L'assistant.e de prévention, l'assistante sociale, le médecin de prévention seront sollicités si besoin.

Indubitablement, ce processus va dans le bon sens. Restent à préciser quelques détails : l'assentiment du collègue concerné, des précautions à prendre pour qu'il n'y ait pas de sentiment d'intrusion et, après expérience, la validation de la pertinence des actions menées.

Bercy en grand !

Suite à deux réunions dédiées au projet, on commence à en savoir plus sur le « Grand Bercy ». Un « peu » plus : il reste encore quelques questions sans réponse !

Plus de 7 500 agent.es de l'administration centrale, de la DGFIP et de la DGCCRF seront impacté. es dans huit bâtiments (voir schéma). Suivant le calendrier présenté aux organisations syndicales, les premières réflexions ont commencé. La phase de programmation est prévue en 2026, avec un lancement des travaux vers la fin 2027 début 2028.



La mue de cet ensemble sera assez gigantesque, il se dit même que ce serait quasiment inédit au niveau de l'État. Cela suppose des investissements colossaux, ce qui, évidemment, dans la période actuelle, pose question.

Pour s'assurer de la faisabilité politique et accessoirement financière, Bercy doit prendre des mesures en conséquence. L'une d'entre elle serait de mettre fin à certains baux. Pour commencer celui de l'Atrium (8 M€). Ont également été évoqués le bail de l'IGPDE (5 M€) et celui de l'AFA (1 M €). Mais ça ne suffira certainement pas à boucler le budget... D'où la question posée par Solidaires sur le devenir du bâtiment Vincent Auriol, non inclus dans le périmètre du projet : la vente du bâtiment serait-elle envisagée pour boucler le financement du projet global ?

Toute l'opération repose sur 4 principes opérationnels : l'équité (en clair, pas de perte de surface pour les services), le regroupement par entité, le fait de favoriser des synergies entre des services qui peuvent être rapprochés car ils ont des missions liées et, pour finir, essayer d'éviter la grande partie de chamboule-tout.

Le premier principe pose question : vu que des services vont être « rapatriés » (fin des locations), on se demande comment tout va pouvoir rentrer dans une surface moindre sans qu'il y ait des diminutions drastiques de taille de bureaux ! Les deuxièmes et troisièmes principes sont du simple bon sens et auraient dû être réfléchi il y a longtemps ! Le quatrième, en revanche, nous paraît être un vœu pieux tant il est en contradiction avec les précédents !

Si l'esprit de cette réorganisation des bâtiments n'est pas totalement absurde (la dispersion des services qui oblige à faire des kilomètres est vraiment pénalisante !), Solidaires Bercy sera vigilant.es sur la lettre de la mise en œuvre, le risque du flex office pour tou.tes n'est pas très loin !